

EUROPE

Portugal

M. Sa Carneiro se prononce pour le retour de l'ex-général Spínola

LISSABON (A.F.P.). — Des rumeurs persistantes circulaient, vendredi 12 mars, à Lisbonne, sur la présence de l'ex-général Spínola sur le territoire portugais. De fait, certains journaux portugais, conservateurs et proches de l'ex-général, ont affirmé que le pays à la suite des événements du 11 mars 1976, les mêmes journaux qualifiant de plus en plus ces événements de « contre-révolution communiste ».

Cette thèse est reprise par plusieurs personnalités politiques conservatrices, comme M. Freitas do Amaral, leader du Centre démocratique et social, et Sa Carneiro, secrétaire général du parti populaire démocratique. M. Sa Carneiro a déclaré que « Spínola doit rentrer au Portugal » et qu'il reviendrait à la justice de se prononcer sur la « légitimité de ses activités ».

M. Sanchez Queiroz, ministre de la communication sociale (information du général Spínola), a déclaré que le gouvernement portugais ne se prononcera pas sur la légitimité de ses activités.

Italie

LE P.C.I. AFFIRME QU'IL N'A PAS REÇU DE LETTRE DE M. POMAREV

Rome (A.F.P.). — La direction du parti communiste italien a déclaré, vendredi 12 mars, « n'avoir pas reçu de lettre de M. Pomarev ». L'U.R.S.S. a déclaré, vendredi 12 mars, « n'avoir pas reçu de lettre de M. Pomarev ».

L'Union soviétique a déclaré, vendredi 12 mars, « n'avoir pas reçu de lettre de M. Pomarev ».

Autriche

AU CONGRÈS SOCIALISTE

Le chancelier Kreisky s'interroge sur l'évolution des P.C. européens

VIENNE. — Le chancelier Bruno Kreisky a pris son discours du 12 mars au Congrès socialiste autrichien sur la poursuite de la politique de détente.

M. Kreisky a déclaré qu'il se pose la question de savoir si la détente est une fin en soi ou si elle doit être le moyen de parvenir à d'autres fins.

ASIE

Inde

Le parti de Mme Gandhi contrôle désormais tous les États de l'Union

De notre correspondant

New-Delhi. — Le dernier sondage régional a vu le parti du Congrès à la tête de la majorité dans tous les États de l'Union.

Laos

L'INSÉCURITÉ GRANDIT À VIENTIANE

Deux semaines ont été lancées vendredi 12 mars dans l'ambassade de l'U.R.S.S. à Vientiane, blessant quatre personnes. Plusieurs attentats ont déjà eu lieu ces jours derniers dans la capitale laotienne.

Le gouvernement a étudié vendredi la situation, il a décidé de renforcer la sécurité dans la capitale, mais aussi dans les régions périphériques et dans les provinces de Champasak, Xieng Khouang et Boulieng.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

APRÈS LE VOTE DU BUNDESAT

La Pologne craint une hémorragie de la main-d'œuvre allemande

De notre correspondant

VIENNE. — Le vote du Bundesrat a été accueilli à Varsovie avec un soupçon de soulagement, mais pas sans une certaine amertume.

Il n'en reste pas moins qu'une partie de l'opinion publique polonaise, toujours très sensible à la question des rapports avec l'Allemagne, ne pourra s'empêcher de penser que son gouvernement, faisant partie à la fois de l'Europe et d'un grand sud de ses voisins, n'a pas eu de chance dans cette affaire.

Alors que l'on a déclaré le porteur du gouvernement polonais, l'attention se maintient sur la question de la main-d'œuvre allemande.

Une longue période de tension prend fin entre Bonn et Varsovie

(Suite de la première page.)

Prenant acte de la déclaration polonaise, M. Genscher avait écrit dans une lettre à M. Ostrowski que « des contributions de sorte pourront être accordées ».

Dans la journée de lundi et dans la matinée de mardi, les dirigeants de la démocratie chrétienne ont été pratiquement réunis à plusieurs reprises avec le chancelier Schmidt et M. Genscher.

Tous les partis ouest-allemands ont prononcé, malgré quelques déclarations de certains dirigeants chrétiens, une déclaration d'adhésion à la déclaration de M. Genscher.

Pays-Bas

DES PEINES DE PRISON SONT REQUISES CONTRE LES SUD-MOULOULOIS QUI ATTAQUENT LE TRAIN DE BEREN

AMSTERDAM (A.F.P.). — Les autorités du prince du commandement sud-moulolois, qui, en décembre, avait pris en charge les passagers d'un train à Berlin, se sont aperçus, vendredi 12 mars, devant le tribunal d'Amsterdam, que les passagers du train de Beren, qui ont attaqué le train de Beren, ont commis des crimes.

Aujourd'hui dans le Nouvel Observateur

Depuis des années, au soir de chaque scrutin, quelques heures avant le ministère de l'Intérieur, les ordinateurs donnent les résultats approchés.

La performance est devenue courante, c'est un tout autre travail que vous présente le NOUVEL OBSERVATEUR : une simulation mathématique des élections législatives.

Si les Français votaient aujourd'hui, combien la gauche aurait-elle de députés ?

Utilisant un grand sondage réalisé le dimanche 7 mars, travaillant avec des spécialistes politiques, une équipe de mathématiciens a réalisé un modèle sur ordinateur qui permet de prévoir aujourd'hui, en nombre de sièges, les résultats possibles de la gauche aux élections législatives.

SI LES ELECTIONS LEGISLATIVES AVAIENT LIEU AUJOURD'HUI,

COMBIEN LA GAUCHE AURAIT-ELLE DE DEPUTES ?

UN NUMERO SPECIAL DU NOUVEL observateur

DANS LE MEME NUMERO, LA FIN DE NOTRE GRANDE ENQUETE : ETRE ENSEIGNANT EN 1976.

ANITA RIND.

SYRI

geance, le président Assad s'engage en direction de l'Irak, auquel l'oppose un lourd contentieux politique et économique, reprend contact avec l'Arabie Saoudite, restitue le rôle de la Syrie aux côtés de l'Egypte, renoue avec la Jordanie tout en gardant son influence au sein de la résistance palestinienne et propose ses bons offices en vue de résoudre la crise libanaise.

de la résistance palestinienne et propose ses bons offices en vue de résoudre la crise libanaise.

L'O.L.P. exprime, le 6 février 1976 son opposition à la décision du roi Hussein de « réintégrer » le Darfour.

US

programmes et
sont concernés

les politiques
du noir dans le
et le point de
de la situation
de né-
sur le sort du
président Assad
qui laisse tra-
L.P. Même si

La médiation au Liban

banais, le général-
président pris de
de se résoudre
à la médiation
ment on l'Etat
laux existences
de la situation
de, et surtout
un processus
progressistes,
à se relever,
doux pourvus
se ouvertement
de la situation
nistes, y com-

L.O.P. explique, le 8 février 1976
son opposition à la décision du droit
de la situation et se résout à la médiation
ment jordaniens dissous en 1974.
redoutant dans cette initiative
de la situation et se résout à la médiation
cord de Rabat de considérer
de la situation et se résout à la médiation
et que légitime du peuple palestinien,
elle ne se déclare pas l'ennemi
de la situation et se résout à la médiation
syro-jordan-palestinien. Il est au
de la situation et se résout à la médiation
de la situation et se résout à la médiation
la Jordanie prendre le risque, alors
que s'est engagé un processus
de la situation et se résout à la médiation
remettre en question le rôle de
de la situation et se résout à la médiation
Damas reste le soutien le plus
actif.

nanos et imposent ses directives.
Il est vrai que bien des hommes
politiques libanais, chefs de parti
et chefs de file, ont été assassinés
chefs de milice comme Ibrahim
Rikigat, président le chemin de
de la situation et se résout à la médiation
scolaire syrien, il est vrai em-
pêché de se rendre au Liban et
remettrait le Baas possédant au
Liban une certaine légitimité poli-
tique. Mais il est évident que les
vies regroupées au sein du Baas
ont été réduites à l'état de simples
vies politiques des deux pays

[illegible]

avec la Jordanie ?

**S. Armand, ing.
distribuzione in
FRANCIA**

PHILIPPE RONDOT.



The image shows three vertical rectangular blocks of varying heights, arranged in a row. To the right of these blocks is a stylized logo consisting of a large, bold letter 'A' with a gear-like shape integrated into its right side.

IONALE AS

août 1976

et commerçants venus de tous les
Orient avec plus de 43 pays parti-

Les informations, s'adresser :
Baghdad DAMAS - R.A.S.

**ASSOCIATION GÉNÉRALE
INTERNATIONALE DE DAMAS**
ORGANISATION

naïves et imposant ses directives. C'est vrai que bien des hommes politiques libanais, chefs de parti comme Pierre Gemayel ou bien des députés, ont été assassinés à Kefkhal, prenant le chemin de Damas pour y rencontrer les dirigeants de l'Organisation. Il est évident que la Syrie et particulièrement le Baas possèdent une influence considérable sur la politique qui ne se trouve pas entièrement repoussée au sein du Baas libanais. Mais il ne faut pas oublier les vives politiques des deux pays ont toujours été suffisamment différentes pour que les deux pays n'aient pas pu avoir une politique nombreuse que chaque famille libanaise souvent partagée entre chaque pays, les uns se commencent à se désolidariser. C'est pourquoi, qui soit assurée de ne pas accepter cette interprétation comme négative, mais qui ne peut être considérée que comme insuffisante, particulièrement face à Israël, contribuait à la dégradation de la situation en Syrie qu'un libanais ou la violence rétablit chaque jour en questionnant la situation. C'est pourquoi l'état mais encore le rôle de plate-forme et économiquement de Beyrouth et littoral écroulé par les faits Damas.

PHILIPPE RONDOT.

XXIII



FOIRE INTERNATIONALE DE DAMAS

25 juillet - 20 août 1976

— Par sa position privilégiée, le **Faire internationale de Damas** est le lieu de rencontre annuel des industriels et commerçants venus de tous les points du globe.

- Trait d'union entre l'Occident et l'Orient avec plus de 43 pays participants.
- Plus d'un million de visiteurs.
- Plus de deux mille exposants.

Pour de plus amples informations, s'adresser :

67, boulevard Bagdad DAMAS - R.A.S.

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE DAMAS

ARAB ADVERTISING ORGANISATION

صَكَا مِنْ الْأَهْلِ

(Suite de la page 5.)

TRENTE ANNÉES D'HISTOIRE

Le gouvernement du Caïre montre ainsi qu'en cas de victoire de l'unité territoriale syrienne il soutiendrait le gouvernement de Damas. Les intrigues américaines, inspirées par la fameuse doctrine Eisenhower, se multiplient d'ailleurs en Syrie : un que aide à les mettre en échec, la résistance syrienne ne s'émule pas seulement la conscience unitaire arabe, elle contribue très efficacement à susciter le mouvement mondial qui dès l'automne 1957 inspire la solidarité des nations arabes et asiatiques, esquissée de la future organisation des Etats non alignés.

La Syrie accomplit bientôt la démarche unitaire la plus redoutable qui ait eu lieu jusqu'ici dans le monde arabe. Elle met en action le principe que proclame déjà le traité de 5 septembre 1950 :

« Le peuple arabe, partie de la nation arabe, aspire au jour où elle-ci aura un Etat unique. » Si est un point sur lequel se recroisent durant l'hiver 1957-1958, bien que pour des motifs assez différents, les tendances multiples de l'opinion syrienne, c'est bien la vœu d'une union arabo-syrienne. Les socialistes du Baas voient dans Gamal Abdel Nasser le destructeur d'une monarchie hostile, le réalisateur de la réforme agraire, le diplomate et le stratège qui a mis en échec Israël et deux puissances occidentales. Modérée et conservatrice, de leur côté, pensent que le Baas saura défendre l'ordre établi contre les éventuelles entrées de l'extrême gauche. Nul ne grand garde que les doctrines de ces deux pays, dépourvus d'ailleurs de frontières communes, sont moins complémentaires que concurrentes. D'ailleurs l'enthousiasme unitaire, toujours vif à Damas et stimulé par de longs mois d'insécurité, balaye toutes les hésitations et toutes les résistances, et, le 14 janvier 1958, le Parlement syrien donne mandat au président Choukri Kouatli de conclure avec le président Gamal Abdel Nasser une union effectivement proclamée le 22 février.

Nombre de malentendus, de froissements rétrogrades, de difficultés imprévues de réajustement continu, entravaient cependant le fonctionnement de la République arabe unie. Au Caïre, on se méfiait de la ferveur belliqueuse du Baas, de l'époque et de ses ambitions gouvernementales exclusives ; on craignait de le mettre discrètement en échec lors des consultations théoriques ; on dessinait, à l'extérieur, une ligne politique assez opportuniste. M. Akram

Haurani, nommé vice-président, doit devenir le deuxième personnage de la R.A.U., ne tardera pas à se démettre.

A Damas, en revanche l'émigration croissante de la bureaucratie égyptienne, faisant preuve de peu de psychologie, les représentants du gouvernement égyptien adoptent dans la Syrie, devenue la « province du Nord », une attitude laudative et respectueuse ; affectant de ne voir dans l'opposition qu'elle rencontre que l'expression de vices particularistes, ils accentuent une centralisation déjà considérable par les Syriens contre exemple. Au cours de l'été 1958, les gouvernements locaux des deux provinces sont supprimés, au profit d'une concentration plus grande encore des pouvoirs ; l'Assemblée provinciale du Nord est transférée à Damas au Caïre.

Ainsi s'explique que, malgré la sentiment profondément unitaire qui continue pourtant d'animer la masse syrienne, la réaction particulière déclenchée fin septembre 1961 à Damas, sous l'inspiration de la

bourgeoisie, par quelques officiers déçus, ne se heurte à aucune résistance, mais suscite même quelques soulèvements chez certains. Gamal Abdel Nasser, après avoir écouté une brève riposte, consent qu'il a été non pas combattu par le peuple syrien, mais mis en échec par la « réaction », avec laquelle il ne connaît avoir eu le tort de composer en Syrie, et qu'il se promet de combattre désormais partout, à commencer par l'Égypte.

Dix-huit mois de régime « socialiste » en Syrie (28 septembre 1961-8 février 1962) aboutissant cependant une contre-épreuve particulièrement décevante. Plusieurs catégories de tendance conservatrice ou « modérée » se succèdent, sans montrer aucune efficacité réelle en aucun domaine, mais non sans susciter, dans l'armée comme au sein des masses populaires, un malaise croissant. La bourgeoisie des villes syriennes s'ennuie bien alors mais ne se résout pas à instaurer une autorité stable dans la pays et à lui procurer les moyens d'un développement économique.

Le Baas accède au pouvoir (8 mars 1963) et édifie ses structures

théoriques que celle des structures ; mais même sans l'empire d'une forme aussi simple, des divergences apparaissent. Le Baas a pour devise « Unité, Libération, Socialisme » ; cependant, bien des choses dépendent de l'ordre dans lequel ces différents idéaux devront être réalisés, et l'Égypte, qui, dans la pratique, vient, avec sa charte nationale de 1952, de donner la place à l'édification socialiste, suppose aux Etats qui prétendent s'unir avec elle l'adoption de ses propres formules. Les conversations tripartites, néanmoins courtes, composées d'abord d'échanges sans ménagement de griefs personnels, puis aboutissant à une déclaration formelle d'union ; celle-ci devrait être réalisée par étapes, mais les travaux préparatoires menés dans chacun des Etats font aussitôt apparaître de déconcertantes divergences.

Aucune suite ne peut donc être donnée au projet d'union tripartite. Tandis que régnait à Bagdad une confusion politique qui aboutit à quelques mois plus tard à la dictature d'Abdel Salam Arif, le Baas édifie peu à peu à Damas un gouvernement homogène, réunissant l'ar-

rière vers ses tâches militaires, d'ailleurs urgentes, et écarte du pouvoir, sans travail mais sans complaisance, non seulement les opposants en puissance mais les personnalités trop séduites par La Caïre. La réaction égyptienne se manifeste brutalement au cours de l'été par une tentative de coup de force que maintes échecs les militaires très opposés combattent par le parti et au sein desquelles ministères et hauts fonctionnaires s'efforcent de faire le coup de feu. De cette épreuve, le gouvernement, qui a montré sa vigilance, son esprit de décision et sa fermeté, sort considérablement renforcé.

Pard ailleurs, le Baas s'organise sous un commandement national à l'instar de la nation arabe dans son ensemble et sous des commandements régionaux institués dans chacun des pays où il s'implante. Il concilie ainsi le respect et le service de l'idéal unitaire arabe avec les nécessités nécessaires à la tâche de l'Etat unitaire arabe. Les structures profondes de l'Etat doivent être placées à un système constitutionnel régulier comportant une représentation populaire. Il s'agit donc, durant les premières années du pouvoir baasiste en Syrie, d'une forme de transition parvenant à l'édification de l'autorité par une équipe vigoureuse et dévouée, et organisant avec souplesse les mécanismes grâce auxquels d'éventuelles déviations, toujours à craindre en l'absence de contrôle populaire poussé, pourront être mises en échec. En fait, comme le montrent les « redressements » successifs du 28 février 1962 et du 14 novembre 1970, ce système va être en Syrie pratiquement efficace.

La « mentalité droite de-dominante au sein du parti » suscite en effet, à la fin de l'hiver 1962, un mouvement de réajustement aboutissant à l'élimination du général Amine al-Rifai et de la « droite égyptienne ». De la sorte, le Baas se sépare des chefs historiques, dont les tendances doctrinaires ne sont révisées incompatibles avec les évolutions nécessaires et qui désormais vivent à l'étranger ou sont éliminés du parti. Il est vrai que la nouvelle direction, avec les trois docteurs, MM. Assad, Maklouf et Zouayni, ne se montre pas moins doctrinaire que la précédente, bien que dans un sens différent. Mais les événements extérieurs obligent, en

par Israël comme le plus redoutable « facteur de guerre » en Orient. En juin 1967, l'armée syrienne entre en campagne pour évaluer l'armée égyptienne, mais ne peut redresser une situation déjà irrémédiablement compromise ; et pour couvrir la capitale, siège des pouvoirs, elle évacue les installations du Golan, où elle est risquée de ne voir succéder, au « commandement » arabe de Khartoum, en juillet-août 1967, le gouvernement syrien jugé inutile de la figure : son intrinsèque fermement à l'encontre d'Israël et aux côtés de la résistance palestinienne via-out des formules qui pourraient y être arrêtées.

Le « mouvement de redressement » (16 novembre 1970) porte au pouvoir le général Hafez el Assad

La crise jordanienne-palestinienne de septembre 1970, en servant de révélateur à un des plus graves différends internes du Baas syrien, constitue un nouveau tournant dramatique de l'évolution du parti. La direction régionale de Damas, en effet, se trouve divisée quant à l'opportunité d'un appel armé aux fedayin de Jérusalem, qui pourchassent et exterminent l'armée jordanienne. Derrière le général Hafez el Assad, ministre de la Défense, se trouvent nombre d'officiers et de responsables politiques qui estiment qu'à tout prix la Syrie doit intervenir ; des unités blindées se mettent en mouvement. Mais le général Hafez el Assad, ministre de la Défense, pense, avec la plupart des dirigeants civils, que partir en campagne ne peut que tourner au désastre, car Israël effectivement appuyé par des forces américaines, saisi l'occasion d'envoyer un coup décisif aux armées arabes engagées dans une lutte fratricide ; il refuse donc le concours de l'armée, dont il s'ensuit le commandement, et il provoque la révolte des éléments déjà armés dans le territoire jordanien.

Le conflit entre les deux tendances baasistes, porté à son paroxysme devant un congrès national extraordinaire, concerne d'ailleurs non seulement le drama de septembre mais toute l'orientation politique, sociale et économique de l'Etat. A la direction de l'Etat syrien : des années d'assidues réformes depuis l'automne 1970, conformément à la République arabe syrienne, et constant dans son effort unitaire arabe et sa fidélité à la cause palestinienne, une autorité internationale et un prestige qui dépassent ses forces.

PIERRE RONDOT.

general organization of chemical industries

• Société de Peintures et d'Industries Chimiques - B.P. 1.276 - Rue Khazro - Damas.
Produit : Peintures diverses, laque, apprêt.

• Société des Industries Syriennes du Verre et de la Porcelaine, B.P. 439 - Hach-Bass - Damas.
Produit : Objets ménagers en plastique, matériel de bureau, tuyaux et tubes de plastique, feuilles de linoléum.

• Société des Produits en Caoutchouc Abito - B.P. 795 - Damas.
Produit : Produits en caoutchouc pour la chaussure, chaussons de caoutchouc, boyeux pour bicyclettes.

• Société Arabe des Détergents (SAR) - B.P. 682 - Damas.
Produit : Poudre à nettoyer SAR, Poudre à vaisselle SAF, blanchissant SULTAN.

• Société Médicale Arabe (THAMECO) - B.P. 2.019 - Damas.
Produit : Peaux de vaches tannées diverses.

• Société Arabe des Produits en plastique, caoutchouc et cuir - B.P. 369 - Alap.
Produit : Chaussures en plastique et en caoutchouc, peaux tannées et peaux de chamois pour sacs de dame, sacs imprimés.

• Usine d'Engrais Azotés - Homs.
Produit : Engrais azotés.

• Société des Industries de Transformation - B.P. 2.803 - Damas.
Produit : Mouchoirs en papier, papier hygiénique, serviettes.

• Société Médicale Arabe (THAMICO) - B.P. 976 - Damas.
Produit : Préparations médicales diverses.

GOFI

general organization for food industry

* SOCIÉTÉ DES HUILES DE LAIT- TAQUE

* SOCIÉTÉ DE DAMAS POUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

* USINE DE DISTILLATION DES OLÉAGINEUX ET DES LIÉGÈRES

* SOCIÉTÉ SYRIENNE POUR LA FABRICATION DE BISCUITS ET CROQUANTS, S.A.

* SOCIÉTÉ MODERNE DES CONSERVES ET PRODUITS AGRICOLES

* SOCIÉTÉ ARABE SYRIENNE POUR L'INDUSTRIALISATION DU RAÏN

* SOCIÉTÉ AL CHARK DES PRODUITS ALIMENTAIRES

* SOCIÉTÉ ARABE SYRIENNE DE LAITAGES

* SOCIÉTÉ ARABE SYRIENNE DE PRODUCTION ET MARKETING DE L'ARACHIDE

* SOCIÉTÉ ARABE POUR LA VALÉRIATION DES HUILES ET SAVONS

* SOCIÉTÉ DES HUILES DE RAÏN

* SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE SYRIENNE DES HUILES VÉGÉTALES

* LAITIERS DE HOMS

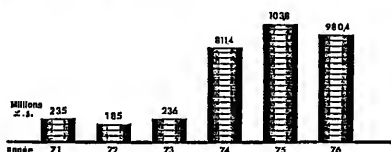
* SOCIÉTÉ DU LITTORAL SYRIEN POUR LES CONSERVES ET PRODUITS AGRICOLES

* SOCIÉTÉ DE SONS POUR LE TRAITEMENT DU RAÏN

(PUBLICITÉ)

LE PETROLE SYRIEN en quelques chiffres

a) Les investissements durant le plan quinquennal 1971-1975 :



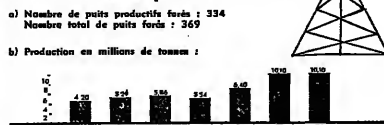
b) Répartition des investissements selon les branches d'activité :



Prospection :

- a) Géophysique
 - 5 équipes de recherche et de prospection (sismique et gravimétrique)
 - 1 équipe de prospection off-shore
- b) Forage de prospection (1971-1975 : 160.000 mètres)

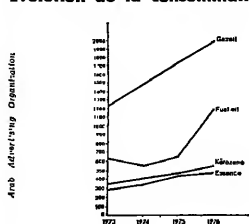
Production et exploitation :



Raffinage :



Evolution de la consommation :



	Longueur Km.	Capacité Tonnes
a) OLEODUC Karamchek-Tortous (Pétrole brut)	650	12.000.000
b) OLEODUC Homs - Damas	520	1.864.000
Homs - Hama - Alep		
Homs - Lattaquié (Produits raffinés)		



MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DES RESSOURCES MINÉRALES

Rue Montebelli - Damas - Syrie

LE MINISTÈRE DIRIGE ET SUPERVISE LES SOCIÉTÉS SUIVANTES :

- Société Syrienne du Pétrole : recherches, exploitation, production et commercialisation. B.P. 2849 Damas
- Société de Raffinerie de Homs : Raffinage et industries annexes. Homs
- Société de Transport du pétrole brut syrien : Oléoduc Karamchek-Banias. Homs
- Société Syrienne pour la Distribution des produits pétroliers - SADCOP. B.P. 40 Damas
- Société Industrielle d'Asphalte et des Huiles minérales : Lattaquié
- Société de la Raffinerie de Banias. Banias
- Société Générale des Phosphates. B.P. 288 Homs

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PÉTROLIER

Les politiques de développement du secteur pétrolier en Syrie ont été conçues et adoptées depuis 1971, selon les directives du président de la République. Le but est de développer le secteur pétrolier en tant que secteur stratégique et de promouvoir l'investissement national et étranger dans ce secteur.

LES RÉALISATIONS

Les réalisations effectuées conformes aux objectifs suivants :

RECHERCHE ET PROSPECTION

- a) Des opérations ont été menées pour la découverte de réserves pétrolières. Des équipes de géophysique, de forage et de prospection ont été envoyées dans les zones de recherche.
- b) La production a augmenté considérablement. Les réserves ont été évaluées à 12 milliards de tonnes.
- c) La production a augmenté considérablement. Les réserves ont été évaluées à 12 milliards de tonnes.

EXPLOITATION ET PRODUCTION

- a) La Société Syrienne du Pétrole a commencé le travail d'exploitation des champs pétroliers productifs ainsi que les travaux de forage qui ont permis de découvrir de nouvelles réserves.
- b) La production a augmenté considérablement. Les réserves ont été évaluées à 12 milliards de tonnes.
- c) La production a augmenté considérablement. Les réserves ont été évaluées à 12 milliards de tonnes.

TRANSPORT ET FACILITÉS

- a) Le transport du pétrole brut syrien depuis les champs de Karamchek jusqu'à la mer Méditerranée, se fait par oléoduc de 650 km de longueur. La capacité initiale était de 12 millions de tonnes, elle a été portée à 12 millions de tonnes.
- b) Le transport du pétrole brut syrien depuis les champs de Karamchek jusqu'à la mer Méditerranée, se fait par oléoduc de 650 km de longueur. La capacité initiale était de 12 millions de tonnes, elle a été portée à 12 millions de tonnes.
- c) Le transport du pétrole brut syrien depuis les champs de Karamchek jusqu'à la mer Méditerranée, se fait par oléoduc de 650 km de longueur. La capacité initiale était de 12 millions de tonnes, elle a été portée à 12 millions de tonnes.

RAFFINAGE

- a) Malgré les bombardements israéliens en octobre 1973, la capacité de raffinage est portée de 1,87 million de tonnes en 1970 à 1,86 million de tonnes en 1975.
- b) Malgré les bombardements israéliens en octobre 1973, la capacité de raffinage est portée de 1,87 million de tonnes en 1970 à 1,86 million de tonnes en 1975.
- c) Malgré les bombardements israéliens en octobre 1973, la capacité de raffinage est portée de 1,87 million de tonnes en 1970 à 1,86 million de tonnes en 1975.

Le 2 novembre 1975, la construction d'une nouvelle raffinerie de Banias de 2 millions de tonnes de capacité, en prévision pour le début de 1978 le commencement de la production.

صبراً على العمل

UN GRAND DESSEIN ÉCONOMIQUE

Le dessin essentiel de la République arabe syrienne vise à faire du pays une puissance économique, capable de tourner une bonne partie des échanges du Proche-Orient. Ce dessin, réalisé d'une double nécessité et se fonde sur une juste analyse du potentiel économique syrien. Sur le plan interne, à défaut de revenus pétroliers importants, la Syrie doit financer son développement et l'équilibre de ses échanges commerciaux par les plus-values tirées d'une forte industrie locale, d'une agriculture exportatrice, et par les services apportés par les touristes. La Syrie possède, à moyen terme, un potentiel susceptible de répondre aux besoins alimentaires de ses voisins et des États pour jouer un rôle important dans la redistribution des mouvements de marchandises. Les conditions se trouvent donc réunies qui pourraient permettre la réalisation de ses ambitions.

Le tournant de 1973

La physionomie de l'économie syrienne commença à changer en 1970 avec l'arrivée du général Hafez el-Assad au pouvoir, mais surtout au lendemain de la guerre d'octobre. A cette date, les conditions d'un développement économique accéléré sont réunies : la Syrie fait preuve de stabilité politique ; les dirigeants légitimes de grandes qualités dans la gestion du pays ; progressivement, des mesures de libéralisation et d'ouverture économique sont adoptées, et le mouvement se généralise, de 1973 à 1974.

En conséquence, la confiance internationale se rétablit en faveur de la République arabe syrienne. Des horizons affluents, ajoutant ses dons au titre de l'aide militaire ou de l'aide économique des pays arabes, mais en 1974, il y a abondance des moyens de financement en vue de développer le pays.

L'ouverture économique procède de la nécessité de favoriser le commerce et le financement extérieur, et de reculer ainsi les limites naturelles imposées aux efforts d'industrialisation du pays. Dans cette optique, les relations avec le commerce extérieur sont assouplies : les produits venant concurrencer les productions locales des secteurs industriels et de l'importation, encore que de nombreuses exceptions existent à l'occasion d'événements tels que la guerre de Damas, ou dans le cadre de contrats de livraison d'installations et de services de construction de programmes hôteliers ou immobiliers.

Voici dans le même sens les mesures qui soutiennent le secteur privé à financer ses importations sans rendre compte de la provenance des devises utilisées et les devises officielles sont gérées tout simplement se fassent par traite à trois cent soixante jours. Dans les faits, en large proportion, les biens importés sont réglés comptant. Notons également que de nombreux brevets et des investissements ont été proclamés en faveur des investisseurs arabes et non arabes. Enfin, pour renverser le mouvement de fuite des capitaux, consécutif aux nationalisations de 1963-1965, et les inciter à retourner, le secteur privé a reçu l'autorisation de signer des contrats avec des firmes étrangères pour l'exécution de projets de développement sous son contrôle exclusif.

De même, les fonds qui proviennent d'activités effectuées à l'étranger peuvent être déposés dans des comptes anonymes. Un maître financier, l'année 1973 a été marquée par l'apparition d'un solide pôle de la balance des paiements. Ce résultat tient à l'effet conjugué de la politique d'ouverture et de l'aide des pays arabes frères. Cette évolution favorable s'est accentuée en 1974 et 1975 sans qu'il soit encore possible de disposer de chiffres précis pour ces deux dernières années.

Dans l'ignorance de tous les accords récents du socle du secret militaire, on peut affirmer qu'en 1973 la République arabe syrienne a reçu au minimum 160 millions de dollars en 1974, 1.200 millions en 1975 et 1.900 millions sous forme de dons et de prêts, dont une part croissante provenant des organismes internationaux et des pays occidentaux. Les dirigeants syriens fondent d'ailleurs leurs objectifs de développement sur l'extension de l'aide étrangère. Ainsi le budget 1975 prévoit 28 milliards de livres syriennes de recettes sous forme de prêts et assistances, soit 25 % des dépenses prévues (10,5 milliards) et 0,85 millions de livres (8 %) sous forme de facilités de crédit.

Paradoxalement, l'effort de guerre, l'effort de reconstruction qui a suivi octobre 1973 et l'effort de développement économique ont pu être déployés sans mettre en danger la solidité de la monnaie ni les réserves de devises. Depuis trois ans, de nombreux contrats ont été honorés au complet et aucune défaillance n'a été enregistrée.

L'ouverture économique et le financement aisé des projets d'investissement paraissent avoir engagé la République arabe syrienne sur la bonne voie. En 1975, le secteur public syrien a réalisé d'importants investissements qui durant les quatre années précédentes. Les dépenses de développement sont passées de 780 millions de livres syriennes en 1970 à 4 milliards en 1974, et le budget de 2.780 millions à 10,5 milliards.

Le Dr Inad, ministre de l'Économie, a cité quelques réalisations de l'inauguration de la XXII^e Foire internationale de Damas, en août 1975, de 1970 à 1975 ont été enregistrées les augmentations suivantes : production nationale + 139 % ; production agricole + 138 % ; production industrielle + 778 % ; construction + 264 % ; investissements + 106 % ; productivité + 107 %.

L'agriculture, secteur principal

L'agriculture demeure le premier secteur économique par la main-d'œuvre qu'elle occupe (33 % de la population active, estimée à 1.800.000, sur une population totale d'environ 7.500.000). Elle contribue pour 16 % au P.N.B. (industrie 30 %, en 1974). La réforme agraire et la collectivisation des campagnes se sont heurtées aux traditions ancestrales. Les idées climatiques demeurent encore difficiles à maîtriser. C'est pourquoi les efforts de production obtenus en 1975 se situent en deçà des objectifs. Le taux de couverture des importations de produits alimentaires par les exportations est tombé de 51 % en 1972 à 9 % en 1974, malgré les efforts de mécanisation, de modernisation, de bonification et de drainage.

Cette évolution défavorable, associée par la croissance rapide de la population, explique que le secteur agricole revienne d'une priorité absolue dans le cadre du IV^e plan (1976-1980). Le IV^e plan prévoit quatre moyens fondamentaux : l'irrigation, la mécanisation, la sélection des semences et la transformation des produits agricoles. Les investissements prévus dans ce secteur, la mise en œuvre de la coopération avec les pays occidentaux, les premières récoltes de céréales, les nouvelles terres irriguées de la région de Tabas devraient aboutir à un relèvement considérable de la production agricole. Dès le présent, la demande de machines agricoles et d'installations d'élevages (bovins, ovins) est grande.

Le IV^e plan prévoit un total des investissements d'un montant de 50 milliards d'ici à 1980, contre

30 milliards à peine pour le III^e plan. L'analyse des projets industriels en cours d'exécution fait apparaître deux axes d'intérêt : la constitution d'une industrie de base (pétrochimie, ciment) et la formation d'industries de transformation répondant aux besoins les plus pressants en matière textile (lissage), dans le secteur du bâtiment (terre, sanitaire) et de l'alimentation (sucre, brasserie).

Le soud d'exploiter au mieux le potentiel du sous-sol (100 millions de tonnes de fer d'une teneur de 31 à 35 %, 1 milliard de tonnes de phosphates, 800 millions de tonnes de soufre de sel gemme) et le soud d'équiper au plus vite les secteurs de la balance commerciale se trouve le plus délicat, inspirent les principales décisions en matière d'investissement. Toutefois, il est fait appel à l'aide étrangère. La Syrie souffre, par exemple, d'un grave déficit en logements, et le IV^e plan prévoit la livraison de quarante mille logements par an (douze mille pendant le IV^e plan) qui devront être réalisés à 20 % par un apport extérieur.

Les projets touristiques, tout aussi caractéristiques de cette attitude d'ouverture, sont fondés sur une exploitation systématique des abondantes potentialités syriennes : une quarantaine de sites devront être créés en quinze ans contre un total actuel de dix-neuf mille. Pour y parvenir, les dirigeants comptent surtout sur l'effort du secteur public qui sur celui du secteur privé ou de l'étranger. Ils cherchent à stimuler ces derniers par de nombreuses incitations fiscales.

L'évolution du commerce extérieur syrien donne la meilleure mesure des efforts considérables entrepris depuis trois ans : les importations ont augmenté de 55 % de 1970 à 1974 (1.373 millions en 1970, 2.143 millions en 1974, 3.971 millions en 1975, 6.000 en 1976) et les exportations de 376 % (775 millions en 1970, 1.341 millions en 1973 et 1974 en 1975), et encore ces chiffres ne concernent que les produits effectivement exportés. Les pays membres de l'O.C.E. ont part la place de premiers partenaires aux pays de l'O.C.E.

Ces quelques chiffres et faits rendent mal compte des réalisations, des projets et de leur ampleur, mais ils suffisent à montrer la volonté de paix syrienne. D'autre part, la République arabe syrienne n'est pas un pays pauvre, un pays pauvre ou un pays riche, mais un pays en quête de partenaires, et qui souhaite parfois voir la France exploiter davantage les liens qui unissent les deux pays.

JEAN-FRANÇOIS YELLOU.

Une politique pétrolière dynamique et pragmatique

PAYS de transit, depuis 1954, le pétrole irakien et saoudien français vers les ports de la Méditerranée orientale (Banias, Tripoli et Sidon). La Syrie figure depuis 1970 parmi les pays arabes exportateurs nets de pétrole. En dépit des pertes et des destructions subies pendant la guerre d'octobre 1973, la production pétrolière a enregistré au cours des deux dernières années les taux d'accroissement les plus élevés du Proche-Orient. De 535 millions de tonnes en 1973, elle est passée à 82 millions de tonnes en 1974 (+18,1 %) et à 870 millions de tonnes en 1975 (+6,4 %).

Il n'est guère rare encore de voir par rapport à celle des autres pays arabes gros producteurs, la production pétrolière occupée d'une place de premier plan dans l'économie syrienne. Depuis 1974, le pétrole a suppléé le coton comme premier article d'exportation avec des recettes globales estimées à présent à près de 60 millions de dollars par an. Pourvoyeur de devises, le secteur pétrolier joue un rôle non moins important de moteur de développement pour différentes branches de l'économie nationale : industrie chimique, transport, énergie pour l'agriculture, etc. En Syrie, comme en Algérie, les autorités ont, en effet, dès le point de départ, pris conscience du fait fondamental que le pétrole n'est pas seulement un produit d'exportation et une source de devises, mais aussi, et surtout, une matière première dont la transformation sur place peut jouer un rôle primordial dans le progrès technique et dans les plans de développement économique du pays.

La mise en valeur des ressources naturelles

Ceci explique l'intérêt attaché par la Syrie au contrôle national de la mise en valeur de ses ressources naturelles. Fait significatif, la Syrie a été l'un des premiers pays arabes à tourner le dos au vieux régime des concessions. La production pétrolière a, en fait, été nationalisée avant même la production. Dès 1964, le gouvernement a annulé tous les anciens permis d'exploration (accordés notamment à l'entreprise ouest-allemande Deutsche Erdöl AG, à l'entreprise américaine J.W. McDaniel, en association avec Atlantic Refining et Portsmouth Steel, et à la Syrian Petroleum Company, composée des mêmes sociétés que l'ex-I.P.C.) et réservé les opérations d'exploration et d'exploitation à la seule agence nationale, l'Organisation générale de pétrole. Plus pragmatique, le régime assad a procédé, au coup de

deux dernières années, à une vaste réorganisation du secteur pétrolier, tout en ouvrant de nouveaux ports à la coopération avec les entreprises étrangères. Sans abandonner en quel que soit les perspectives de l'état dans un domaine aussi vital que celui des hydrocarbures, les mesures prises depuis 1974 tendent à la nécessité de faire appel à la technique et au capital étrangers pour mettre en valeur les potentialités pétrolières et gazières du pays. Comme l'expliquait le 6 mars 1974 le président Hafez Assad : « Nous ne possédons pas le capital nécessaire pour achever les équipements de forage dont nous avons besoin. Nous nous appuyons d'autres moyens consistant surtout à louer des équipements. Mais si nous continuons à extraire tout le pétrole se trouvant dans nos sous-sol, nous aurons, comme l'Algérie, l'Égypte et d'autres pays voisins, faire capot à des compagnies qui seront payées pour leurs services moyennant le prélèvement d'une partie de la production... Ceci ne devrait en aucune façon porter atteinte au principe de l'exploitation nationale du pétrole syrien ».

La coopération s'étend

De fait, un contrat d'exploration pétrolière, le premier à être conclu avec une entreprise occidentale depuis quinze ans, a été conclu en mars 1975 avec la société américaine Tripco. Des négociations sont en cours avec plusieurs autres entreprises internationales pour la signature de contrats d'exploration couvrant des zones sur terre et au large de plus de 50.000 kilomètres carrés. Limitée pendant plusieurs années à l'exploration de la zone offshore, la coopération pétrolière a été rapidement étendue à la coopération scientifique et technique (Algérie) et à de nombreuses autres entreprises de l'Occident (France, Italie, Japon, Roumanie, Grèce, Espagne, États-Unis, etc.). L'objectif visé est de rattraper le retard de l'industrie pétrolière et d'activer de recherche pétrolière de manière à augmenter, autant que faire se peut, la production.

Un second objectif important est l'extension du raffinage et de la chimie pétrolière. Deux nouvelles unités d'une capacité totale de 85 millions de tonnes par an sont prévues à Banias et à Tartous. Elles seront réalisées par des groupes roumain et japonais. Dans le domaine pétrochimique, une usine d'engrais azotés existe déjà à Hama, tandis que plusieurs projets d'unités phénoliques sont prévus dans le cadre d'un programme d'exploitation des phosphates syriens.

Ces efforts sont favorisés par la confiance dans les investisseurs étrangers font preuve à l'égard de la Syrie grâce, notamment, à la politique d'ouverture économique pratiquée par le régime assad. Depuis la guerre d'octobre, le pays bénéficie d'un afflux de capitaux qui n'a pas connu depuis près de vingt ans. Dans le domaine pétrolier et énergétique notamment, différents projets ont été accordés à la Syrie par l'Arabie Saoudite pour les projets de raffinage et de chimie pétrolière, par l'Allemagne de l'Ouest pour des projets pétrochimiques, par la Banque mondiale, les États-Unis et le Fonds arabe de développement économique et social (F.A.D.E.S.) pour les projets d'exploration pétrolière et de centrales électriques. Sans oublier les prêts consentis par les pays arabes du Golfe et d'autres pays étrangers pour les projets couverts par le nouveau plan quinquennal 1976-1980, et qui prévoit pour l'année 1970 des investissements de développement de 2.200 millions de dollars.

Membre depuis mai 1972 de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), la Syrie a posé l'année dernière sa candidature à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) et y a fort à parier qu'elle ne s'y contentera pas d'un statut d'observateur.

NICOLAS SARKIS
auteur du livre
« Le Pétrole à l'heure arabe ».

بنك فرانك الدولي FRAB-BANK INTERNATIONAL

BANQUE FRANCO-ARABE
D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

Nous mettons le Monde Arabe à votre portée, c'est notre vocation.



Téléphone : 553-45-49
FAX : 553-45-49
PARIS 15

Tél. : 612-26-26
PARIS 15
Service Client

SIÈGE SOCIAL ET BUREAUX : 55-57, AVENUE KLEBER 75116 PARIS

ENTREPOSE

ENTREPOSE

participe au développement industriel de la République arabe syrienne en augmentant de 10 millions de tonnes par an le débit du pipeline Irak-Syrie, dont la capacité de transport est ainsi portée à 70 millions de tonnes par an. ENTREPOSE a fourni et construit :

- 7 turbopompes de 10 000 CV chacune
- 200 km de pipeline 32" - 30" - 24"
- Renforcement des installations de chargement à Banias
- La complète automatisée du fonctionnement des stations de pompage

ENTREPOSE 75, rue de Tocqueville, 75050 PARIS CEDEX 17 - Tél. : 924-66-71.

Logo of UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES

« LE FRANCE »
4, rue Ancelle
92200 Neuilly-sur-Seine

Adresse télégraphique : UAFRA, 92 - Neuilly.
Tél. général : 61-1334 et 63-687 - UAF-NCS

Le Monde
REALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

DE SYRIE LES RÉSULTATS ET

Le monde arabe... Les résultats et... (Text continues with various news items and reports from the Arab world, including economic developments, political events, and social issues. The text is dense and covers a wide range of topics relevant to the region at the time.)

gener...
of engine...
indust...

Logo of ENTREPOSE and other industrial-related text.

LES RÉSULTATS ET LES LACUNES DE LA RÉFORME AGRICOLE

Sur une superficie équivalente au tiers de la France, la Syrie dispose de 1 million d'hectares de terres cultivables, dont 6 millions d'hectares environ effectivement cultivés, 7 % de ces derniers sont irrigués, le reste dépendant du bon vouloir des pluies. Avant l'indépendance, la majeure partie des terres du pays appartenait à l'État, avec un droit d'usufruit aux communautés villageoises. Ce n'est qu'à partir du dix-neuvième siècle, lorsque des nobles et des bourgeois citadins commencèrent à mettre la main sur ces terres étiennes, que la grande propriété s'éleva à une dimension significative. Ensuite, sous le mandat français, on assista à une deuxième vague d'appropriation privée des domaines de l'État. La puissance mandataire réussit à faire de la Syrie son « grenier » de céréales et son « Egypte » en matière de production cotonnière ; d'un l'ensemble donné à la création des grandes exploitations, considérées comme le système le plus approprié. Au cours des années 30, la France poursuivait cette politique en distribuant à des militaires locaux des terres communautaires (moudhars) et étiennes et en vendant une grande partie des terres du « Waki » (domaines des fondations pieuses).

Les mouvements nationalistes surgis à l'époque entrèrent à tout jamais ces visées. La spoliation sur les terres arabes n'a guère été la dernière guerre mondiale fut à l'origine de la troisième vague de privatisation des terres agricoles. Nous assistons ici à l'appropriation de terres à caractère capitaliste employant une main-d'œuvre salariée et un certain nombre de machines. Cette révolution aboutit à un appauvrissement accru de la paysannerie, sans créer, pour autant, les conditions nécessaires à l'épanouissement d'un capitalisme agricole viable. Ainsi, en 1958, la veille de la promulgation de la première loi de réforme agricole, la petite propriété terrienne représentait 13 % du total des terres agricoles, la propriété de taille moyenne 36 % et la grande propriété (au-dessus de 100 hectares) environ 30 % des terres, se confondant, d'ailleurs, avec les

20 % qui restaient encore propriété de l'État. Plus de la moitié des terres cultivées du pays étaient déjà tombées aux mains de riches propriétaires terriens, souvent étrangers, et qui se souciaient fort peu du sort de leurs paysans. Face à ces grandes fermes à latifundisme, la majorité des petits propriétaires vivaient misérablement de leurs parcelles, avec un revenu annuel inférieur à 300 livres syriennes (près de 400 francs actuels).

Deux lois furent promulguées en septembre 1958, alors que la Syrie constituait la province nord de la République arabe unie, pour remédier à cette situation et envisager un processus de changement radical des structures d'un pays où la population rurale représentait 70 % de la population totale.

Un exode rural préoccupant

La première loi était celle portant sur la réforme agraire : elle limitait la propriété agricole à 300 hectares sur les terres non irriguées et à 80 hectares sur les terres irriguées ou les vergers. Les terres excédant ces limites devaient être distribuées aux paysans sans terre dans la limite de 30 hectares par famille non irriguée et de 8 hectares pour les terres irriguées ou vergers. La loi prévoyait en outre l'indemnisation des propriétaires expropriés et la mise en place de coopératives agricoles. En principe, les opérations de mise et de distribution devaient s'achever en 1960, au profit de cinquante deux mille cinq cent quatre familles se partageant près de 600 000 hectares. La deuxième loi portait sur l'organisation des rapports agricoles entre propriétaires, salariés, et travailleurs agricoles. Son objectif principal était d'améliorer les conditions d'un capitalisme agricole à caractère social ; elle réglementait les droits des petites communautés, encourageait la mécanisation et l'irrigation, et interdisait certaines pratiques archaïques et abusives.

Malgré la modification de leurs dispositions, ces lois maintenaient la colline des grandes propriétés, qui jouaient un rôle non négligeable dans le coup d'État anti-nassérien de 1961. Mais le régime « séparatiste » de droite qui succéda à Nasser ne réussit pas à abolir ces deux lois. Tout au plus, il assouplit certaines de leurs dispositions, à l'aide de permis aux classes possédantes d'échapper à la saisie des meilleures parcelles de leurs terres.

L'effacement du Baas, en 1963, entraîna une certaine radicalisation. Des décrets furent publiés, réduisant le plafond de la superficie permise et imposant plus de rigueur dans l'application de la réforme. Un effort particulier fut déployé pour accélérer la création de coopératives de services, d'approvisionnement, de commercialisation et même de production. On estimait généralement le nombre de coopératives ainsi créées à deux mille, regroupant près de deux cent mille membres. Dans la plupart des cas, il s'agit de coopératives d'approvisionnement et de services, dont l'efficacité laisse encore à désirer : les paysans se plaignent souvent, en effet, du comportement bureaucratique du représentant de l'État (ou du parti), ainsi que de certaines abus sur le plan financier. Mais le vrai problème n'est pas là.

Près de dix ans après la promulgation de la réforme nassérienne, on est en droit de faire un bilan assez décevant de l'agriculture syrienne. Pourtant, les réalisations spectaculaires ne manquent pas : sur le plan de l'irrigation, de grands travaux furent entrepris, dont le monumental barrage de Tabqa, sur l'Euphrate. De même, la mécanisation prendra un nouveau essor après l'entrée en production de l'usine de tracteurs créée à Alep avec l'aide d'une firme française, et dont le chaîne de montage assemble depuis 1974 des pièces fabriquées à l'étranger. La capacité prévue de cette entreprise est de deux mille tracteurs par an, ce qui répondrait largement aux besoins de l'agriculture syrienne et dégageant un excédent pour l'exportation dans les pays voisins.

Malheureusement, ce projet se heurte actuellement à des difficultés sérieuses : le prix de ses tracteurs est loin d'être à la portée des petits paysans des coopératives. Et sans une politique de crédit agricole plus ouverte, les entrepreneurs de l'usine regorgent

de tracteurs invendus. L'effort consenti par les pouvoirs publics en matière de crédit agricole et coopératif est encore loin de satisfaire ceux qui en ont le plus besoin : il se limiterait, actuellement, à près de 300 millions de livres syriennes, consacrés, à 80 %, aux prêts saisonniers et portant surtout sur l'achat de matériel agricole et d'équipement. Un rapport publié en 1973 par le Bureau central des statistiques à Damas déplore ces états de choses et préconise l'élargissement du plafond du crédit agricole jusqu'à 500 millions de livres pour résoudre le problème des équipements coopératifs.

L'État se préoccupe, également, de la situation du cheptel ovin et bovin, qui représente, respectivement, cinq millions et un demi-million de têtes. Les rapports officiels constataient depuis un certain temps une tendance à la baisse de cette richesse importante du pays, et cherchaient à en déterminer les causes et à y porter remède.

Il n'est évidemment pas étonnant que cet effort considérable, l'enthousiasme des intéressés, les réalisations spectaculaires et bureaucratiques n'aient pas à eux seuls suffi à élever la campagne syrienne à un niveau de développement comparable à celui de la campagne française. Les résultats peu tangibles des réformes, sur le plan du niveau de vie du paysan, découragent le monde rural. C'est peut-être là qu'il faut chercher l'origine d'un exode rural proche de l'émigration qui vide la campagne syrienne de sa force de travail pour laisser derrière elle-ci la capitale, Damas compte aujourd'hui un million quatre cent mille habitants, soit 30 % de la population du pays, où le secteur tertiaire s'élargit non sans difficulté. Ainsi se gonfle cette armée de « chômeurs déguisés » dans les centres urbains, ce qui diminue du même coup les chances d'un développement harmonieux de l'économie du pays.

Sans planification intégrée de tous les secteurs industriels, agricoles et tertiaires, il y a peu de réforme agricole qui réussisse. Sans une éducation mobilisatrice dans le patrimoine culturel local et arabe, il est inconcevable de parler d'émancipation sociale ou politique du peuple.

FAYEZ MALAS.

LE BARRAGE DE TABQA

Pour le voyageur qui survole le barrage de Tabqa, sur l'Euphrate, au nord du désert du Palmyre, le spectacle est saisissant. Brusquement, au milieu des étendues du sol aride et encore aride, apparaît de loin en loin par les bords noirs des tentes de bédouins, surgit le des réseaux, il portera le nom du général Assad et occupe déjà une surface de 640 kilomètres carrés (60 kilomètres sur 10).

De même que le haut barrage sur le Nil, à Assouan, le barrage sur l'Euphrate a été réalisé avec l'assistance financière et technique de l'U.R.S.S. C'est un ouvrage en terre avec un noyau argileux central, il a une longueur de 45 millions de mètres cubes de remblai et a coûté 1 500 000 tonnes de béton. Le digue est long de 4 500 mètres, haute de 60 mètres, large de 512 mètres à la base et de 19 au sommet. La gigantesque usine des machines abritera huit turbines, dont trois tourneront déjà silencieusement. Une quinzaine sera mise en activité à la fin du mois de mars. Le gros des travaux a été terminé à la fin de 1973 et aura coûté 400 millions de dollars.

Le barrage, nous expliquent les ingénieurs, permettra tout d'abord l'irrigation d'une surface totale de 640 000 hectares, sélectionnée sur les 2 millions d'hectares des deux rives de l'Euphrate. La surface irriguée en Syrie sera doublée.

Outre une ville nouvelle de quarante mille habitants, destinée à loger les travailleurs, des villages modernes ont déjà été bâtis, destinés aux cultivateurs et aux ouvriers des secteurs irrigués. A Abta, par exemple, une population venue de toutes les régions et en partie composée de bédouins a déjà été installée dans une petite cité de maisons blanches, en terre qui contraste avec les huttes de terre traditionnelles que l'on peut encore voir dans les villages originaux le long du fleuve.

La quatrième plan quinquennal prévoit l'irrigation de 240 000 hectares. Les premiers résultats sont très encourageants. Les récoltes, dont le rendement ne dépassait pas 1,5 tonne à l'hectare avant la construction du barrage, produisent désormais 5 tonnes à l'hectare, et, en certains endroits, 8 tonnes. La moitié des 640 000 hectares est la propriété de l'État syrien, qui a indemnisé les anciens possédants. Les autres terres sont exploitées par des fermes coopératives et des terres individuelles. Pour se servir en application, le projet a reçu la priorité absolue dans le pays et on a même créé à Damas un ministère des barrages.

La deuxième objectif des constructeurs du barrage est la production de l'énergie électrique. Les huit turbines auront une puissance installée de 1 200 mégawatts lorsque le lac de retenue atteindra son niveau maximal, soit 220 mètres au-dessus de la mer. On en est pour le moment à la note 294,25. Le 28 décembre 1975 a été faite la production du millième kilowatt. La production, qui est de l'ordre de 1 milliard de kilowatts par an, pourra atteindre 2 milliards par an, soit le double de la consommation actuelle de la Syrie. Les grands profits de transport de courant déçoivent déjà leur silhouette moderne au-dessus des deux rives.

Tout le matériel est soviétique, et, au plus fort des travaux, le nombre des ingénieurs et des personnels soviétiques a atteint quatre cents personnes. Mais on insiste sur le fait syrien sur le fait que le nombre total des travailleurs employés et des cadres a atteint onze mille personnes. On fait aussi remarquer que l'aide soviétique n'a pas empêché la Syrie d'exercer du début jusqu'à la fin la direction sur l'ensemble des travaux. Pour la construction du réseau électrique de transformation et de transport de courant, la Syrie fait appel, outre les sociétés soviétiques, à des entreprises françaises, notamment Alstom. Cette société a reçu la commande de trois postes du réseau à haute tension qui reliaient Damas à l'usine de Tabqa. Deux de ces postes viennent d'être mis en service après avoir été construits dans un délai de moins d'un an.

ROLAND DELCOUR.

general organization of engineering industries

- * SYE DES UNIONS DE MOTEURS ELECTRIQUES
L'Association des Moteurs Electriques.
- * SYE GLE DES PRODUITS DU FER ET DE L'ACIER
Hama
Barres de fer.
- * SOCIETE ARABE SYRIENNE DES INDUSTRIES ELECTRONIQUES
R.P. 200 - Damas
Appareils T.V., Centrales et appareils électroniques.
- * SOCIETE SYRIENNE DES BATTERIES ET DES LAMPES
R.P. 703 - Alep
Accumulateurs pour automobiles, G.S. (Générateurs, Oxygène, Nitrogène).
- * SOCIETE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUES
R.P. 1159 - Damas
Châssis, installations métalliques, charbonnières.
- * SOCIETE ARABE UNIE POUR LES ALUMINIUMS ET BOIS AGLOMERES
R.P. 272 - Damas
Aluminium, bois agglomérés, matériaux et plastiques.
- * SOCIETE BARADA DES INDUSTRIES METALLIQUES
R.P. 407 - Damas
Machineries, articles ménagers, marbre, céramique, etc.
- * SOCIETE ARABE POUR L'INDUSTRIE DE LA CIMENT
R.P. 200 - Damas
Blocs cimentaires, bagues cimentaires, briques de ciment, etc.
- * SOCIETE DES INDUSTRIES DE LA TRANSFORMATION
R.P. 200 - Damas
Machines en papier, papier hygiénique, serviettes.

general organization of cement

- * National Cement and Construction Materials Co. Damas - P.O.B. 303.
Produits : Ciment Portland - Fibro-ciment.
- * Syrian Cement and Construction Materials Co. Hama - P.O.B. 333.
Produits : Ciment Portland - Tuiles - Porcelaine.
- * Chaaba Cement and Construction Materials Co. - P.O.B. 470 - Alep.
Produits : Ciment Portland.



UNITEX



Les crédits totaux du quatrième Plan Quinquennal pour

« L'Organisation Générale des Industries Textiles »

se sont élevés à 1.250.038 livres syriennes

- Projet de construction de deux filatures de coton à Deir ez-Zor.
Capacité de production : 20.563 tonnes par an.
- Projet de construction de deux filatures de coton à Idlib.
Capacité de production : 23.600 tonnes par an.
- Projet de construction d'une filature de coton à Jableh.
Capacité de production : 11.000 tonnes par an.
- Projet de construction d'une filature de coton à Hassakeh.
Capacité de production : 6.000 tonnes par an.
- Projet d'extension de la filature de coton d'Homs.
Capacité de production : 7.563 tonnes par an.
- Projet d'extension de Hama Cotton Yarns Company (Société des Filés de Coton de Hama) à Hama.
Capacité de production : 6.000 tonnes par an.
- Projet de construction d'une usine de filés de polyester.
Capacité de production : 1.000 tonnes par an.
- Projet de construction d'une usine de tissage de coton à Damas.
- Capacité de production : 20 millions de mètres par an.
- Projet de construction d'une usine textile de coton à Lattaquié.
Capacité de production : 20 millions de mètres par an.
- Projet de construction de trois usines de vêtements prêts à porter à Damas, Homs et Alep.
Capacité de production de chacune : 630.000 pièces par an.
- Projet de construction de deux usines de tapis de laine à Sweida et Alep.
Capacité de production de chacune : 190.000 mètres carrés par an.
- Projet de lavage et de préparation de la laine syrienne à Hama.
- Projet d'expansion de la fabrique de sous-vêtements de Damas.
Capacité de production : 1.750.000 douzaines par an.
- Projet d'expansion des usines de filés et de tissu de laine de Damas.
- Projet d'expansion de l'usine de nylon et de bas de Damas.
- Projet d'expansion d'Al-Nileh Corporation à Alep : 5.000 machines de filage de laine.
- Projet d'expansion de Modern Industries Corporation à Damas : 60 machines de tissage.
- Projet de construction d'une usine de pièces détachées à Damas et Alep.

L'Organisation Générale de l'Industrie Textile comprend treize sociétés

- Filés et tissus de coton (mélangés et purs).
- Filés de pure laine, mélangés et teints, pour le tricot et le tissage.
- Filés de fibrane purs et mélangés.
- Filés synthétiques : nylon, hélanca, polyester.
- Gaze et coton absorbant antiseptiques.
- Toutes sortes de textiles purs, teints et imprimés.
- Tissus et filés de soie synthétique pour l'ameublement et la tapisserie.
- Tissus de laine purs et mélangés.
- Tapis de laine fabriqués à la machine, de conceptions diverses.
- Tapis et couvre-lits de soie fabriqués à la machine.
- Vêtements prêts à porter.
- Sous-vêtements de coton et de laine pour hommes, femmes et enfants.
- Pyjamas imprimés pour hommes et femmes teints et imprimés.
- Toutes sortes de chaussettes et de bas pour hommes, femmes et enfants, faits de nylon, perlon, laine mélangée et coton.

Arca advertising organization



LA
ROSE EN
DE DAMAS
DE RETO

Le 6 août 1968, la v
appele ROSA DAMASCANA.

Cette variété de ros

Deux jeunes Françai
de son voyage vers la France.

Cette rose orne auj

Un médecin pour 2500 habitants

PEU de pays peuvent se vanter d'une démographie aussi saine et équilibrée que la Syrie, notamment dans le monde arabe. Sa population, évaluée à 7,5 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1975, croît très rapidement puisqu'elle est passée de 5,5 millions en 1958 à 7,5 millions en 1975, 4,2 millions en 1960 et 6,3 millions en 1970. Or, malgré cet accroissement rapide, la densité de population n'est encore relativement faible : 40 habitants au kilomètre carré. Même en excluant du territoire totale du pays, soit 185 000 kilomètres carrés, les déserts, la densité n'atteint encore que 50 habitants au kilomètre carré. En outre, la population est très jeune : 40 % des Syriens ont moins de quinze ans, 44 % ont de quinze à cinquante-neuf ans. Les personnes âgées de plus de soixante ans sont seulement 6 %.

L'accroissement de la population résulte de la forte d'un taux de natalité très élevé (51 pour 1 000) et d'un taux de mortalité en baisse constante. En 1970, ce taux était de l'ordre de 14 pour 1 000, l'espérance de vie était de l'ordre de cinquante-cinq ans, et le taux de mortalité infantile de 18 pour 1 000.

Ces chiffres plaçant la Syrie dans une position intermédiaire entre les pays arabes les plus avancés : Liban, Émirats du Golfe, où le taux de mortalité est inférieur à 10 pour 1 000 et les pays les moins favorisés, Arabie Saoudite, Yémen du Nord et du Sud, où le taux de mortalité est encore supérieur à 20 pour 1 000.

Les efforts accomplis par le nouveau régime baasiste, et qui ont commencé à porter leurs fruits au cours des dix dernières années, ont permis d'atteindre des progrès considérables dans le domaine de la santé. A la campagne, la nombre des centres de prévention de l'infantile et de la mortalité, qui était de quarante en 1959, est passé à cinquante en 1969. A partir du troisième plan quinquennal (1970-1975), des centres sanitaires intégrés ont été organisés, ils fournissent des services à un groupe de villages totalisant quinze mille habitants dans un rayon de 25 kilomètres environ.

Dans les villes et les centres urbains, ces centres doivent dépasser vingt mille habitants. A partir du quatrième plan, qui commence à l'été 1975, la population sera répartie dans des centres d'habitat, chaque centre disposera d'un médecin spécialiste de la prévention.

La Syrie organise aussi sur une grande échelle la lutte contre les maladies les plus redoutables, notamment la tuberculose (on compte encore 50 000 tuberculeux dans le pays en 1974) et le miasme, l'eau qui est traitée des dizaines de milliers de personnes et dont on a pu réduire les cas à un millier environ.

De 1959 à 1969, le nombre des médecins qui font partie des cadres du ministère de la Santé a été élevé de 204 à 505. Il fallait y ajouter en 1969 600 médecins exerçant à titre privé, soit 1 200 au total. En 1975, le nombre des médecins du ministère de la Santé et des praticiens privés atteignent à peu près 3 000, soit un médecin pour 2 500 habitants. En 1965, on prévoyait qu'il y aurait un médecin pour 1 500 habitants.

En 1965, cependant, la population active était pour 26,3 % pour l'ensemble de la carte sanitaire qui lui donnait droit à la gratuité des traitements ou du rattachement. Dans les hôpitaux syriens, le nombre des lits, qui atteignait 8 125 en 1970, est passé en 1975 à 10 518. Les 10 et 11 plans quinquennaux (de 1975 à 1985) prévoient encore un accroissement de 4 000 lits, de sorte qu'en 1985 la Syrie disposera d'un lit pour 629 habitants. Pour assurer tous ces services, le budget du ministère de la Santé a atteint au cours de la dernière année, soit 1975, 100 millions de livres syriennes. A partir du 11^e Plan, des crédits sont alloués pour la création d'un véritable industrie pharmaceutique en Syrie, afin de remédier au fait que la Syrie importe peu de ses médicaments. Ces crédits, qui représentent jusqu'à la plus grande partie de la consommation, par des laboratoires locaux, celle-ci sera supervisée par un organisme public assurant d'un laboratoire central de contrôle. — R. D.

LA CULTURE FRANÇAISE OCCUPE UNE PLACE CROISSANTE

TERRÉE de vieille culture, la Syrie a été, depuis la dynastie des Omeyyades, la championne de l'arabisme. Ce sentiment, qui est toujours très fort dans toute l'élite syrienne, explique à lui seul l'attachement que le régime du président Assad a apporté à lutter contre l'alphabétisme et à relever le niveau culturel de la nation des Syriens.

Selon les chiffres cités par Daniel Le Gac (1), en 1970, la population, pour 35 %, était encore analphabète. Chez les paysans, cette proportion atteignait même 80 %. Parmi les lettrés, on comptait 70,8 % de femmes. Pour éliminer l'analphabétisme, la Syrie a été vendue obligatoire dès 1971. Selon les chiffres officiels, en 1975, 80 % des enfants en âge de fréquenter une école primaire étaient effectivement scolarisés, soit 1 100 000. Parmi eux, 1 100 000 étaient inscrits dans des écoles publiques, au nombre de 6 023 ; 22 578 jeunes Syriens fréquentaient des écoles privées, qui étaient au nombre de deux cent vingt-neuf. A noter, en outre, que 28 750 enfants de réfugiés palestiniens pris en charge par l'UNRWA fréquentaient des écoles syriennes.

Dans le cycle secondaire préparatoire correspondant au premier cycle secondaire français, 412 818 élèves sont inscrits, dont 300 646 dans les écoles publiques et 21 172 dans les écoles privées. 9 718 élèves relèvent de l'UNRWA.

L'enseignement technique compte 16 929 élèves répartis dans cinquante-huit écoles. La formation agricole est dispensée, d'autre part, à 2 941 jeunes Syriens. L'enseignement supérieur est regroupé dans trois universités, dont les sièges sont à Damas, à Alep et à Lattaquié. Cette dernière université, la plus récente, est également appelée à contribuer à l'essor de la Syrie.

En outre, 10 % environ des étudiants en langue française en 1975, car le français n'occupe qu'un peu du terrain qu'il avait perdu

par rapport à l'anglais, en particulier après l'expédition de Suez de 1956.

Cependant, jusqu'en 1965-1966, une quarantaine d'écoles privées existaient en France, ce qui correspondait de 20 à 24 heures par semaine de 20 à 24 heures par semaine à ces écoles privées une direction syrienne. En cas de refus, les écoles privées étaient fermées.

C'est le cas pour 80 % d'entre elles, notamment les écoles à direction catholique. En 1975, des mesures ont été prises dans le cadre de la nouvelle politique d'ouverture du général Assad pour élargir et faciliter l'enseignement privé et l'enseignement des langues étrangères, en particulier la langue française. Des écoles ont été créées, et qui étaient l'exception (celles qui avaient les premières à ouvrir leurs portes. Les autres furent ensuite réouvertes leurs bâtiments. Aujourd'hui, vingt et une écoles au total, comptant 1 300 élèves, ont repris un enseignement privé, la langue française. En 1974, les écoles françaises comptaient 43 000 élèves.

Divers signes permettent de penser qu'il est sur la bonne voie. En effet, on constate en général un grand intérêt, et même un engagement de la part des parents et des élèves, et ainsi une certaine bienveillance des autorités. Mme Assad, la femme du président de la République, a été la première à encourager les établissements français.

En ce qui concerne les établissements français, il faut mentionner l'existence d'un Institut français d'études arabes (I.F.E.A.), créé en 1922.

Spécialisé dans les études arabes et islamiques, l'I.F.E.A. est la seule institution scientifique étrangère autorisée en Syrie. Ce centre a été créé par un décret du général, il compte deux pensionnaires français et deux pensionnaires syriens, et, depuis 1975, neuf boursiers de l'éducation nationale française. Il a été créé depuis 1930 un certain nombre de volumes en arabe et, depuis 1959, vingt-sept volumes du bulletin d'études orientales. Depuis 1970, il participe à des fouilles archéologiques portant sur les civilisations arabes et islamiques.

En revanche, il n'existe pas d'association culturelle française en Syrie, mais on envisage d'en ouvrir une, car la demande, dans le domaine de la culture française, est jugée très importante par les experts et par nos représentants en Syrie. — R. D.

(1) Au sujet de la Palestine, p. 68.

Un bon client pour la France

QUELLE part la France prend-elle au « boom » récent de l'économie syrienne ?

Jusqu'en 1972 la Syrie d'importait pas de marchandises françaises en quantités notables. A partir de 1973, en assés à une accélération considérable de ses ventes. La France s'est hissée au troisième rang parmi les fournisseurs de la Syrie. Pour la reconstruction du pays, après les bombardements israéliens d'octobre 1973, beaucoup de commandes ont été passées à des sociétés françaises.

Voici l'évolution des ventes françaises à la Syrie de 1959 à 1975 :

Années	En millions de livres syriennes (1)	Rang	Proportion des importations syriennes (en %)
1959	83,7	8 ^e	8,8
1970	84,2	8 ^e	4,5
1971	98	8 ^e	5,9
1972	119,6	8 ^e	5,86
1973	157,4	3 ^e	7,1
1974	250	3 ^e	11
1975	270	4 ^e	7 (1)

En 1975, les exportations françaises vers la Syrie ont été supérieures à l'année précédente. Mais les entreprises françaises ont importé des produits pour une valeur totale de 2 milliards et demi de francs. Le secteur d'activité qui a été le plus dynamique est l'électricité. L'entreprise S.P.E.-Belgrolux a été chargée d'assurer la construction de la centrale thermique de Maharrat. L'entreprise C.G.E.E.-Alstom a été chargée de la construction de la centrale thermique de Maharrat. L'entreprise C.G.E.E.-Alstom a été chargée de la construction de la centrale thermique de Maharrat.

L'entreprise STEIN-Industrie a reçu commande de deux chaudières pour la même centrale pour une valeur de 120 millions de francs. Le groupe C.G.E.E.-Alstom-COBBLEX a reçu mission de mettre en place un réseau d'interconnexion et de dispatching pour une valeur de 113 millions de francs. D'autres commandes ont porté sur des transformateurs, des relais, des disjoncteurs, des équipements de des turbo-alternateurs. Elles ont bénéficié en particulier à la Société Jeumont-Schneider pour un montant global de 85 millions de francs.

La société Mécanique-Verrerie Unionben a été chargée de construire une usine de verre plat et onyx à Damas pour un montant de 115 millions de francs. La ville de Damas a, d'autre part, conclu un contrat avec le groupe SOCEA pour la fourniture et la pose d'une partie du réseau de distribution d'eau de

la capitale. Ce contrat représente environ 100 millions de francs. La société Creusot-Loire Entreprises doit construire une usine d'engrais à Hama pour un montant de 101 millions de francs. La société Entreprenneurs a été chargée d'assurer la construction d'une usine de ciment pour un montant de 28 millions de francs. La société Saint-Onge-Dreux a remporté un contrat pour la construction de six usines frigorifiques. Une usine de ciment a été commandée à la société Solos, on association avec l'Union des Industries locales et de l'habitat.

La France a été surprise le plan des crédits qui seront accordés à la Syrie, et il s'agit de 30 milliards de francs. Un protocole aux termes duquel Paris a accordé à la Syrie 100 millions de francs de crédits. Pour 1976, on espère, du côté français, réaliser 1 milliard de francs de chiffre d'affaires avec la Syrie, ce qui devrait donner à la France la place de deuxième ou troisième fournisseur de la Syrie, avec 10 à 11 % du marché.

Pour équilibrer le balance des échanges commerciaux avec la Syrie, la France, qui est devenue un acheteur modeste de coton syrien, peut espérer des ventes industrielles de pétrole syrien à notre pays par l'intermédiaire de la Shell française. En 1975, les 600 millions de francs d'achats syriens à la France étaient presque compensés par ces achats de pétrole, qui se sont montés cette année à 627 millions de francs. La situation est donc plus favorable que pour les échanges entre la France et le Liban, dont le déséquilibre a été une cause réelle de difficultés. — R. D.

(1) Une livre syrienne = 1,26 F.

LA ROSE EMIGREE DE DAMAS EST DE RETOUR



Le 6 août 1968, la ville de Damas a reçu, en don, de la ville française de Provins une bouture de la rose appelée ROSA DAMASCANA.

Cette variété de rose avait été importée de Damas en France en 1238 au cours de la Sixième Croisade.

Deux jeunes Français l'ont rapportée à Damas en suivant le même itinéraire qu'elle aurait emprunté lors de son voyage vers la France.

Cette rose orne aujourd'hui le jardin du Musée National de Damas.

« L'ACROBATE », de Jean-Daniel Pollet

elines).

